

ÉDITORIAL

Libre circulation des personnes: une initiative qui ne résout rien

ÉDITORIAL. L'UDC veut résilier l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE, mais ne dit rien sur la manière dont elle souhaite gérer l'immigration



Michel Guillaume 



Le 27 septembre prochain, le peuple vote de nouveau sur une initiative de l'UDC voulant redonner à la Suisse sa pleine souveraineté en matière d'immigration. Si elle était acceptée, le Conseil fédéral disposerait d'un an pour renégocier l'accord sur la libre circulation des personnes. En cas d'échec, il devrait alors le résilier, ce qui entraînerait la fin du premier paquet d'accords bilatéraux en raison de la clause guillotine voulue par l'UE.

En 2014, l'UDC avait remporté une victoire surprise sur son initiative «Contre l'immigration de masse». Bruxelles n'ayant pas envisagé une seule seconde de transiger sur ce qui constitue une des quatre libertés du projet européen, le parlement avait trouvé – très laborieusement – une solution «eurocompatible» pour la mettre en œuvre. Six ans plus tard, le même psychodrame menace: une nouvelle crise avec l'UE, mais plus grave dans son ampleur, car cette fois le texte de l'initiative est beaucoup plus clair qu'à l'époque. C'est toute la voie bilatérale qui est en jeu, même si l'UDC est persuadée du contraire. Elle est vraiment toute seule à le penser. Même l'USAM, la voix des PME si chères au parti agrarien, rejette son initiative.

A ce sujet: Le vote du 27 septembre sur l'initiative de l'UDC, un test crucial pour la voie bilatérale

Il est vrai que la libre circulation des personnes n'a pas fait que des heureux. Dans le cas spécifique du Tessin, un canton jouxtant une métropole lombarde de 10 millions d'habitants, elle a créé un marché du travail sous forte pression, au point qu'il a fallu une bonne vingtaine de contrats types de travail pour le réguler un tant soit peu. Mais ailleurs en Suisse, les accords bilatéraux dans leur ensemble ont dopé l'économie en créant des centaines de milliers d'emplois dont les travailleurs ont aussi profité. Les syndicats, qui mènent leur propre campagne, le soulignent unanimement. Grâce aux mesures d'accompagnement, jamais la protection des salaires n'a été aussi bonne en Suisse.

Lire aussi: Le monde scientifique craint un nouveau «cauchemar»

Comme en 2014, l'UDC ne dit rien de la manière dont elle gérerait l'immigration si le peuple disait oui à son initiative. Introduirait-elle des contingents ou un système à points? Rétablirait-elle un statut de saisonnier

sous une forme moins inhumaine qu'au siècle passé? Réduirait-elle le solde migratoire de moitié pour éviter cette Suisse à 10 millions d'habitants qui la hante? Et si oui, quelles seraient les branches économiques sacrifiées? La chimie, qui a rendu la famille Blocher milliardaire, ou l'agriculture, si chère à son chef de campagne Marcel Dettling?

Lire également: Libre circulation: l'UDC prédit «l'apocalypse au ralenti»

Autant de questions qui restent sans réponse. Cette initiative crée beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait.

Lire l'interview: Karin Keller-Sutter: «On ne combat pas une crise en en créant une autre»

Vos contributions

Choix rédaction (0)

Toutes les contributions (2)



Prénom *

Nom *

Laisser une contribution

[Lire la charte déontologique](#)

Linus G.
Il y a 12 heures

